

## Recherche et éducation : les priorités absolues

► APRES la traditionnelle accalmie aoûtienne, l'heure de la rentrée a sonné, et c'est l'occasion idéale de regarder vers l'avenir. Au temps des projets, des ambitions, des visions, succède l'heure de la mise en place d'une réelle dynamique de croissance, bien trop anémique aujourd'hui.

Il faudra surveiller avec vigilance les suites éventuelles de la crise des marchés financiers de l'été. C'est d'ailleurs l'ensemble de l'économie américaine qu'il faudra observer avec attention car les difficultés rencontrées outre-Atlantique ont souvent à moyen terme des effets sur l'économie hexagonale. Mais cette prudence doit s'accompa-

gner d'une confiance résolue dans les possibilités de l'économie française et d'une foi inébranlable dans la formation, la recherche, et la capacité des entreprises françaises à insuffler vigueur et optimisme à notre économie.

### Trop de handicaps

Nous connaissons bien les principaux handicaps de nos entreprises. Nos PME sont trop petites pour se développer à l'international. La fusion entre les agences d'aide aux entreprises Oseo et l'Agence de l'innovation industrielle pour permettre de faciliter les crédits en direction des PME ou encore l'évocation d'un Small Business Act à la



française pour favoriser l'accès des PME aux commandes publiques montrent le chemin à suivre.

Mais sur le long terme, notre problème est l'investis-

tissement en recherche. Notre pays ne consacre que 2,2 % de son PIB à la recherche, dont à peine la moitié vient du privé, un chiffre très insuffisant, notamment comparé aux États-Unis ou à Singapour. Sur ce point, la très forte augmentation du crédit impôt recherche, annoncée la semaine dernière sur le campus d'HEC par le président de la République est le signe encourageant de cette rentrée.

Dans la même perspective, il nous faut tout mettre en œuvre pour poursuivre et approfondir les efforts en direction de notre système éducatif, terreau de l'innovation future.

Dans son rapport annuel sur la compétitivité,

le Forum économique mondial dressait, l'année dernière, un tableau préoccupant, dénonçant non seulement le manque de moyens mais aussi le faible taux d'accès à l'enseignement supérieur dans notre pays au regard des standards internationaux. La France ne pourra bénéficier pleinement de la mondialisation tant qu'elle n'accordera pas une priorité absolue à l'éducation et à la recherche : c'est la seule voie qui nous permettra en particulier de rivaliser avec les économies à la main-d'œuvre bon marché.

**BERNARD RAMANANTSOA**

Directeur général de HEC,  
président de la **Cems**